

PrÃ©s de 24 millions de dollars d'Ã©carts du TrÃ©sor public au Burundi

Arrib News, 29/04/2009 â€” Source PANA Quelque 23,9 milliards de Francs burundais (prÃ©s de 23,9 millions de dollars US) ont Ã©tÃ© d'Ã©carts du TrÃ©sor public au cours de l'annÃ©e 2008, a annoncÃ©, lundi, l'Inspection gÃ©nÃ©rale d'Etat du Burundi. Dans un communiquÃ© rendu public Ã Bujumbura, l'inspection indique qu'une somme d'un peu plus de 1,1 milliard de Francs burundais (1,1 million de dollars US) a pu Ãªtre rÃ©cupÃ©rÃ©e, expliquant que les dossiers litigieux de dÃ©tournement, de gestion frauduleuse et autres malversations Ã©conomiques dans les services publics ont Ã©tÃ© transmis au Parquet gÃ©nÃ©ral prÃ©s la Cour anti-corruption. La publication de ce communiquÃ© intervient quelques semaines aprÃ©s l'assassinat d'un activiste anti-corruption Ã Bujumbura.

La mort du vice-prÃ©sident de l'Observatoire de la corruption et des malversations Ã©conomiques (OLUCOME), feu Ernest Manirumva, a Ã©mu au-delÃ des frontiÃ©res nationales et le gouvernement amÃ©ricain a offert de participer aux enquÃªtes en dÃ©pÃªchant au Burundi des Ã©lÃ©ments du Bureau fÃ©dÃ©ral d'investigation (FBI) pour tenter d'en savoir plus sur les commanditaires, exÃ©cutants ainsi que le mobile du crime. Le trÃ©s regardant observatoire chiffrait d'Ã©carts Ã au moins 186 milliards de Francs burundais (prÃ©s de 186 millions de dollars) de dÃ©tournement au premier semestre de l'annÃ©e 2007. Le phÃ©nomÃ©ne de la corruption au Burundi semblait Ãªtre relativement contenu avant le dÃ©clenchement de la crise sociopolitique de 1993. La paupÃ©risation de larges couches de la population, le dÃ©rÃ©glement de l'autoritÃ© et les dysfonctionnements de l'Etat consÃ©cutifs Ã la situation de guerre civile ont constituÃ© un terreau favorable au dÃ©veloppement des rÃ©flexes de corruption, explique-t-on gÃ©nÃ©ralement dans les milieux des activistes anti-corruption Ã Bujumbura. Ces pratiques ont petit Ã petit gangrenÃ© le systÃ©me administratif et politique et constituent aujourd'hui un grave handicap au dÃ©veloppement, Ã la stabilitÃ© politique et au fonctionnement normal de la dÃ©mocratie naissante, selon les mÃ©mes sources qui considÃ©rent, par ailleurs, la corruption comme un phÃ©nomÃ©ne social au Burundi oÃ¹ des Ã©lÃ©ments culturels ont tendance Ã glorifier l'appropriation des biens d'autrui. NDIR : Pour rappel, bien avant l'Inspection gÃ©nÃ©rale d'Etat, l'OLUCOME avait d'Ã©jÃ fait Ã©tat, d'Ã©carts fÃ©vrier de cette annÃ©e, d'Ã©carts une importante somme de plusieurs milliards de Francs burundais (prÃ©s de 24 millions de dollars US) d'Ã©carts des caisses du TrÃ©sor public pendant l'annÃ©e 2008. Ceci vient donc d'Ãªtre confirmÃ©, prÃ©s de trois mois plus tard, par le pouvoir en place. Lire l'article